

**Parties dans la procédure au principal**

*Parties requérantes:* Cristiano Blanco (C-344/13), Pier Paolo Fabretti (C-367/13)

*Partie défenderesse:* Agenzia delle Entrate — Direzione Provinciale I di Roma — Ufficio Controlli

**Dispositif**

*Les articles 52 et 56 TFUE doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à la législation d'un État membre qui soumet à l'impôt sur le revenu les gains issus de jeux de hasard réalisés dans des établissements de jeux situés dans d'autres États membres et exonère dudit impôt des revenus similaires lorsqu'ils proviennent d'établissements situés sur son territoire national.*

<sup>(1)</sup> JO C 260 du 07.09.2013.

---

**Arrêt de la Cour (cinquième chambre) du 9 octobre 2014 (demande de décision préjudicielle du Consiglio di Stato — Italie) — Ministero dell'Economia e delle Finanze, Amministrazione Autonoma dei Monopoli di Stato (AAMS)/Yesmoke Tobacco SpA**

(Affaire C-428/13) <sup>(1)</sup>

*(Renvoi préjudiciel — Dispositions fiscales — Harmonisation des législations — Directives 95/59/CE et 2011/64/UE — Structure et taux des accises applicables aux tabacs manufacturés — Détermination d'une accise — Principe établissant un taux d'accise pour toutes les cigarettes — Possibilité pour les États membres d'établir un montant minimal d'accise — Cigarettes relevant de la classe de prix la moins élevée — Réglementation nationale — Catégorie spécifique de cigarettes — Fixation de l'accise à 115 %)*

(2014/C 439/12)

*Langue de procédure:* l'italien

**Jurisdiction de renvoi**

Consiglio di Stato

**Parties dans la procédure au principal**

*Parties requérantes:* Ministero dell'Economia e delle Finanze, Amministrazione Autonoma dei Monopoli di Stato (AAMS)

*Partie défenderesse:* Yesmoke Tobacco SpA

**Dispositif**

*Les articles 7, paragraphe 2, et 8, paragraphe 6, de la directive 2011/64/UE du Conseil, du 21 juin 2011, concernant la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés, doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une disposition nationale, telle que celle en cause au principal, établissant non pas une accise minimale identique qui s'applique à toutes les cigarettes, mais une accise minimale qui s'applique uniquement aux cigarettes ayant un prix de vente au détail inférieur à celui des cigarettes de la classe de prix la plus demandée.*

<sup>(1)</sup> JO C 313 du 26.10.2013.